

NOTES DE LECTURE

De Boeck Supérieur | « *Politix* »

2014/4 n° 108 | pages 167 à 177

ISSN 0295-2319

ISBN 9782804194048

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politix-2014-4-page-167.htm>

!Pour citer cet article :

« Notes de lecture », *Politix* 2014/4 (n° 108), p. 167-177.

DOI 10.3917/pox.108.0167

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Notes de lecture

DELLA PORTA (Donatella), RUCHT (Dieter), dir., *Meeting Democracy. Power and Deliberation in Global Justice Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 273 pages, annexes, bibliographie, index

Par Nicholas POHL

CRAPULIEPI, Université de Lausanne

Comment la communication et les processus de prise de décision se structurent-ils au sein d'organisations de mouvement social (OMS) ? Et quels sont les facteurs qui influent sur leurs modalités ? Répondre à ces deux questions, l'une descriptive et l'autre explicative, constitue l'objectif de *Meeting Democracy*, un ouvrage issu du projet DEMOS (*Democracy in Europe and the Mobilization of Society*) qui porte sur les formes de démocratie participative et délibérative au sein d'OMS. Ce projet a été financé par la Commission européenne et dirigé par Donatella della Porta. Des groupes de recherche se sont constitués autour de Christopher Rootes (Angleterre), Dieter Rucht (Allemagne), Mario Pianta (Italie), Isabelle Sommier (France), Manuel Jiménez (Espagne) et Marco Giugni (Suisse). Le projet DEMOS comprend des analyses sur l'émergence et le développement de mouvements altermondialistes dans six pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Suisse) et sur la collaboration des OMS à un niveau transnational, au sein du Forum social européen. Dans cette optique, les chercheurs rattachés au projet ont analysé des documents fondamentaux de 266 OMS, mené des entretiens avec des représentants de 244 OMS,

traité des questionnaires remplis par des participants au Forum social européen de 2006 et, finalement, recouru à l'observation participante, sur laquelle se fonde l'ouvrage présenté ici (les autres ouvrages issus du projet DEMOS étant : Della Porta (D.), ed., *The Global Justice Movement in Cross-National and Transnational Perspective*, New York, Paradigm, 2007 ; *Id.*, *Another Europe: Conceptions and Practices of Democracy in the European Social Forum*, Londres, Routledge, 2009 ; *Id.*, *Democracy in Movements*, New York, Palgrave, 2009).

Le recours à une observation participante comparative constitue une véritable innovation méthodologique dans le domaine des recherches sur les mouvements sociaux. Dans chacun des six pays pris en compte, l'histoire, la structure et le déroulement de réunions de deux OMS ont été étudiés de manière approfondie. Dans un souci de production de données quantifiables, la collecte de données a été menée via un ensemble de grilles préstructurées se composant de catégories théoriquement construites. En vue d'étudier la démocratie interne au sein des groupes, une attention particulière a été portée aux « controverses », en assumant que celles-ci sont des « incidents centraux, pendant lesquels le pouvoir s'exprime » (p. 24). Les questions abordées dans l'ouvrage comprennent les conditions d'émergence de controverses, les différentes formes de communication qu'elles suscitent, la participation aux réunions et aux débats, les méthodes employées pour surmonter des conflits internes, l'impact des émotions sur la prise de décision ou encore l'effet de l'absence (relative) de structures formelles sur la résolution de conflits. En abordant les relations de pouvoir internes, cet ouvrage se démarque des recherches classiques sur les mouvements sociaux qui, dans la plupart des cas, traitent les OMS comme des acteurs collectifs en négligeant les processus internes des groupes qui les composent.

En plus d'une méthode novatrice et d'un questionnement original, *Meeting Democracy* fournit d'intéressants outils théoriques. Afin de conceptualiser la démocratie au sein des OMS, les auteurs ont pris appui sur deux critiques à l'encontre de l'État et de la démocratie représentative répandues parmi les OMS : d'une part, le manque de possibilités de participation et, de l'autre, la non-considération des minorités. À partir des critères de la participation (contre la délégation) et de la délibération (contre le vote majoritaire), ils définissent quatre modèles démocratiques : le modèle « associatif » (participation- ; délibération-), le modèle « délibératif-représentatif » (participation- ; délibération+), le modèle « assembleaire » (« *assembleary* ») (participation+ ; délibération-) et le modèle « délibératif-participatif » (participation+ ; délibération+). Outre cette typologie des formes organisationnelles, différents « types d'interaction » sont élaborés selon l'expression de la relation entre locuteurs (une relation « symétrique » d'égal à égal contre une relation « asymétrique » où les locuteurs sont placés dans une relation d'infériorité ou de supériorité) et selon la prise d'influence (d'un côté le recours à des arguments, des expériences ou des émotions – ce que les auteurs qualifient de « *soft power* » – et, de l'autre, des offres ou des menaces de différents types – désignées comme « *hard power* »). Même si ces catégories mériteraient d'être précisées et théorisées davantage, elles permettent néanmoins de saisir des éléments cruciaux des processus de prise de décision. Ainsi, en croisant la dimension de la relation entre locuteurs avec celle de la prise d'influence, les auteurs déterminent quatre types d'interaction et leurs résultats respectifs. La « pression » existe dans une relation asymétrique avec l'emploi de *hard power*. La domination constitue alors simultanément la situation initiale ainsi que sa probable conséquence. La « négociation » se produit quand les partenaires en conflit visent une solution commune, alors que chacun peut potentiellement porter préjudice aux autres. Ce processus

amène généralement à un compromis accepté par tous les intéressés, même s'il ne correspond pas entièrement à leurs vrais intérêts et positions. Au cours de la « persuasion agitatrice », un acteur influence les autres par le biais de l'affirmation et/ou de l'agitation sans réellement remettre en question la supériorité de son point de vue ou de ses arguments. S'il est couronné de succès, les autres acceptent son point de vue par acclamation sans toutefois l'avoir examiné de manière approfondie. La « délibération », finalement, est un processus au cours duquel des acteurs qui se considèrent d'égal à égal s'appuient sur des arguments afin d'identifier les revendications légitimes et de prendre des décisions. Idéalement, la délibération résulte dans une décision ou proposition dont tout participant est entièrement convaincu – donc un consensus.

« L'effort le plus ambitieux entrepris à ce jour » (p. 29) pour étudier, dans une perspective comparative, la démocratie interne et les relations de pouvoir au sein de groupes de mouvement social constitue en même temps la faiblesse principale de l'ouvrage. Étant donné qu'un échantillon représentatif d'un objet aussi polymorphe que les mouvements sociaux ne peut être déterminé, les auteurs proposent un échantillonnage guidé théoriquement sans toutefois assumer aucun des critères énumérés : deux groupes étudiés ne font pas partie intégrante du mouvement altermondialiste, trois autres ne constituent pas des groupes locaux et dans trois pays l'ambition de sélectionner un groupe idéologiquement plutôt homogène et un autre idéologiquement hétérogène n'a pas été réalisée. L'échantillonnage semble plutôt avoir été guidé par la facilité d'accès, ce qui, dans plusieurs cas, peut être identifié par la proximité des chercheurs avec certaines OMS. Il paraît de ce fait douteux que l'échantillonnage puisse produire des données adaptées à une analyse comparative. Cette critique est accentuée par le fait que le nombre d'observations varie considérablement d'un groupe et d'un pays à l'autre (entre trois et quinze pour les groupes et entre six et vingt-deux pour les pays), ce qui a pour conséquence que certains groupes ou certains pays influent davantage sur les résultats.

Le fait de ne pas articuler les décisions prises par un groupe avec la structuration de ce dernier constitue une autre faiblesse de *Meeting Democracy*. Pour expliquer la gestion et les résultats des controverses (la variable dépendante), seuls la structure générale du groupe, les caractéristiques (cadre, évolution, contenu) de la réunion et les détails concernant chaque épisode thématique sont agrégés. Le fait de considérer chaque réunion et chaque controverse comme cas isolé tend à négliger que des hiérarchies peuvent sous-tendre les réunions dans leur totalité. Bien que des hiérarchies – dans la plupart des cas informelles – soient repérées dans tous les groupes étudiés, de même que leur influence sur le déroulement des séances et, plus particulièrement, sur la prise de décision, les auteurs omettent d'explorer les fondements et les conséquences précises de ces hiérarchies. Ce qui interdit de comprendre ce qui autorise, et dans quelles circonstances, tel ou tel locuteur à traiter tel autre d'inférieur ou à exprimer des (offres de) gratifications ou des (menaces de) sanctions, ni pourquoi, dans certains cas, de telles pratiques sont acceptées quand elles sont vivement contestées dans d'autres.

Ces faiblesses méthodologiques limitent la portée de l'ouvrage. Du côté de la participation aux débats, les auteurs trouvent une participation plus élevée au début des réunions, quand les discussions sont réglementées formellement, dans des groupes qui ne sont pas clairement dominés par une ou deux personnes, lors de réunions dédiées à la préparation d'activités externes ou encore lors de débats sur des sujets centraux du groupe. Du côté de la communication intragroupe, le résultat principal est le taux important de résolution de controverses via la délibération (58 % des cas). De plus,

la qualité des discussions tend à être meilleure si elle est libérée des contraintes de temps et lorsqu'un modérateur est présent. Le constat que « la proportion de communication délibérative est plus élevée lorsque le mode d'interaction est coopératif [et] l'incivilité absente » semble toutefois peu signifiant, étant donné que les variables explicatives ne sont pas indépendantes de ce que fait le sujet. Une autre limite tient aux résultats de l'analyse multiniveaux, laquelle devrait expliquer la qualité délibérative des controverses. Dans le modèle final – qui prend en compte trois niveaux explicatifs (le point de l'ordre du jour, le groupe et le pays) et leurs interactions –, seul le contexte institutionnel garde un impact significatif sur la qualité délibérative des controverses. Toutefois, le coefficient est négatif tant pour les démocraties « majoritaires » que pour les démocraties « consensuelles », ce qui signifie que la qualité délibérative est meilleure dans les démocraties « mixtes ». Un constat que les auteurs peinent à expliquer.

Si la recherche sur les mouvements sociaux devra encore attendre pour bénéficier d'une première « observation participante comparative » entièrement convaincante, *Meeting Democracy* constitue un appel important à s'intéresser aux processus internes des OMS et propose des outils conceptuels prometteurs à cette fin.

DELPECH (Quentin), *Mobilisations syndicales et violences au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala*, Paris/Aix-en-Provence, Éditions Karthala/Sciences Po Aix, coll. « Questions transnationales », 2014, 220 pages, bibliographie

Par Maya COLLOMBON

CHERPA, Sciences Po Aix / ERMES, Université de Nice

et Camille FLODERER

CHERPA, Sciences Po Aix

Au Guatemala, le nombre de syndicalistes assassinés chaque année est parmi les plus élevés de la planète. Le syndicalisme y est confronté à de multiples formes de répression et de discrimination, notamment dans le secteur des usines d'assemblage d'habits – les *maquilas* –, où les dispositifs mis en œuvre pour éviter l'émergence de toute forme de contestation sont nombreux et souvent violents. Malgré ce contexte particulièrement défavorable, des ouvriers s'engagent pourtant dans la lutte syndicale. C'est ce processus de mobilisation improbable que Quentin Delpech s'attache à étudier.

Il commence d'abord par rappeler l'importance des soutiens extérieurs dont bénéficient ces travailleurs. En effet, à partir des années 1990, des syndicats nord-américains investissent la cause de la défense des travailleurs du Sud. Le secteur des *maquilas* centro-américaines est alors l'une de leurs cibles principales. Détenues par des capitaux étrangers – souvent asiatiques –, employant une main-d'œuvre locale majoritairement féminine et peu qualifiée, pour produire des vêtements qui seront consommés au Nord, ces usines sont au cœur de la division internationale du travail dont les syndicats dénoncent les travers. L'action de ces derniers consiste à prendre littéralement « en étau » les *maquilas*, entre les marques sans usines du Nord et les syndicats locaux. Au Nord, des campagnes sont mises en œuvre pour sensibiliser les consommateurs nord-américains et ainsi pousser les marques à faire pression sur

leurs fournisseurs. Au Sud, des syndicats sont créés dans les usines pour exiger de meilleures conditions de travail.

Q. Delpech suit les relations entre action syndicale internationale et action locale, les processus d'exportation des luttes et la difficile mobilisation de quelques poignées de travailleuses et travailleurs au sein des *maquilas* guatémaltèques. À partir d'un riche corpus, composé de nombreux entretiens, individuels et collectifs, et d'une grande diversité de sources militantes et administratives, il retrace le long travail clandestin de formation des syndicats, la sortie de la clandestinité, leur maintien dans des conditions difficiles, et ce jusqu'à la fermeture des usines. Ce faisant, il rend compte des paradoxes d'une campagne de syndicalisation présentée comme « exemplaire » puisqu'ayant donné lieu à la naissance d'un syndicat et d'un accord collectif. Il montre ainsi à quel point l'expression d'une cause commune entre militants du Nord et militants du Sud ne va pas de soi et, surtout, met en lumière à quel point l'engagement est coûteux et le plus souvent irréversible pour les ouvriers. En s'appuyant sur des entretiens approfondis réalisés avec des travailleurs syndiqués, l'auteur livre une analyse processuelle des formes de l'engagement dans des situations marquées par des violences et des discriminations antisyndicales quotidiennes. Ainsi, cet ouvrage constitue un apport notable tant à l'étude des effets de la répression sur les formes de l'engagement militant qu'à la compréhension des mobilisations transnationales. Sur le premier volet, sa lecture donne un aperçu d'un quotidien syndical soumis aux intimidations (licenciements, harcèlements...), aux violences antisyndicales (agressions, menaces de mort...) mais aussi à la violence policière, à la répression... Cette description, particulièrement dense, est d'autant plus utile qu'elle vient compléter une littérature sur les mouvements sociaux transnationaux au sein de laquelle la violence est encore régulièrement absente.

Sur le volet concernant le transnational, Q. Delpech nous offre un exemple réussi d'incarnation des processus de transnationalisation des luttes, qui tranche avec la littérature sur le sujet, souvent critiquée pour sa propension à produire des analyses « hors sol ». L'auteur décrit une situation de mobilisation ayant une très forte dimension transnationale du fait des syndicats nord-américains qui la promeuvent, tout en produisant une sociologie des militants/es de base, en montrant à quel point la mobilisation transnationale dépend des possibilités d'engagement des acteurs locaux. Il contribue en cela à la réflexion actuelle sur les jeux d'échelle dans l'analyse des mouvements sociaux et syndicaux. Trois échelles sont mobilisées tour à tour : internationale (les syndicats nord-américains, les marques, les consommateurs), nationale (les organisations syndicales et le gouvernement guatémaltèque) et locale (les syndicats au sein des *maquilas*). Par l'analyse des articulations entre ces trois niveaux, l'auteur décrit une division internationale du travail militant où l'on « pense » le cadrage et les stratégies de la mobilisation au Nord, où l'on négocie avec les instances nationales du travail dans la capitale (Guatemala City) et où l'on fait vivre le syndicat au quotidien, dans les *maquilas*. En mobilisant ces différentes échelles, Q. Delpech aborde la question des déséquilibres du transnational (des circulations qui ont un centre et des acteurs dominants) et parvient à éclairer les deux sens de cette relation transnationale. L'ouvrage montre ainsi des acteurs internationaux (syndicats étatsuniens) qui se posent en promoteurs de la mobilisation, attentifs surtout aux effets nationaux (aux États-Unis cette fois) de leurs stratégies et de leurs cadrages. Ces cadrages produits au Nord transforment les mobilisations syndicales locales en donnant des ressources supplémentaires aux acteurs locaux (le cas d'une ouvrière de la *maquila*, Gloria, est à ce titre emblématique : leader syndicaliste, elle a non seulement voyagé

hors du Guatemala, mais elle est surtout devenue l'égérie des campagnes de sensibilisation à Seattle).

En décrivant des mobilisations syndicales dans lesquelles les femmes sont majoritaires, l'ouvrage analyse en outre des luttes féminines différentes de celles habituellement dévolues aux femmes (avortement, allaitement, famille...). Dans le même temps, Q. Delpech constate une pratique systématique de confiscation des luttes féminines au profit d'organisations syndicales nationales (majoritairement masculines) et surtout d'organisations syndicales nord-américaines (elles aussi majoritairement masculines). Ces logiques patriarcales restent prégnantes au sein des mouvements sociaux, comme dans le syndicalisme (Fillieule (O.), Roux (P.), dir., *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009). En effet, l'invisibilisation des luttes féminines se fait à différents niveaux : les femmes sont reléguées aux coulisses des luttes, avec une division du travail militant qui les défavorise notablement ; les hommes prennent le relais lorsque la mobilisation commence à avoir du succès et qu'ils peuvent intervenir dans l'action.

Cependant, si Q. Delpech souligne les mécanismes genrés de la division du travail militant, il laisse le lecteur déduire les effets des rapports sociaux de sexe plus qu'il ne les analyse. L'ouvrage donne le sentiment que le genre n'est qu'une simple variable alors même qu'il pourrait en constituer une catégorie analytique. Cet objet sans *gender gap* dans la participation politique pourrait en effet constituer un utile apport à la sociologie des femmes. C'est d'abord un engagement qui se centre sur le travail, le salaire et l'organisation syndicale à contre-pied de la sphère de responsabilités domestiques et familiales et donc d'intérêt supposé des femmes (famille, santé, enfants). De plus, les risques que les femmes prennent en se syndiquant sont d'autant plus intéressants qu'ils rendent cet engagement « improbable » (il expose à la violence, il produit des difficultés au sein du noyau familial). Enfin, dans un contexte où le travail militant se fait sous le sceau du secret, les pratiques militantes des femmes généralement invisibilisées se révèlent ici particulièrement efficaces, en particulier les pratiques accomplies sur un mode informel qui sont consacrées à l'entretien des réseaux de sociabilité et de cohésion du groupe.

La discussion sur le genre nous amène à interroger un autre point qui lui est lié. Si l'on considère que le genre désigne un rapport social, il est articulé à d'autres rapports sociaux également porteurs de domination et d'oppression : race et classe. S'il est dans l'ouvrage clairement question des classes populaires au sein desquelles sont recrutés les femmes et les hommes des *maquilas*, la dimension ethnique disparaît quant à elle presque totalement du livre. Il laisse en effet en suspens les questions sur la présence des indigènes dans les *maquilas* et leur engagement dans les organisations syndicales. Cet aspect est pourtant loin d'être négligeable dans le contexte guatémaltèque, où la dimension raciale des rapports de domination est particulièrement marquée. Avec 65 % d'indigènes, le Guatemala se caractérise par une histoire extrêmement violente de relation entre l'État et les populations indigènes, ponctuée d'importants déplacements de population des zones rurales vers les villes, alimentant les *maquilas* de la capitale en main-d'œuvre corvéable.

Au-delà de ces quelques interrogations, l'ouvrage de Q. Delpech, tiré de sa thèse de sociologie politique, constitue une contribution importante, et particulièrement bien étayée empiriquement, aux travaux sur les formes transnationales des mouvements sociaux mais également sur les ressorts de l'engagement dans des contextes marqués par la violence.

TRÉPIED (Benoît), *Une mairie dans la France coloniale. Koné, Nouvelle-Calédonie*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », 2010, 391 pages, préface, postface et bibliographie

Par Yassin BOUGHABA

IEPI – Université de Lausanne et CENS – Université de Nantes

et Samina MESGARZADEH

IEPI – Université de Lausanne et CMH – ENS/EHESS, Paris

Dans cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat en anthropologie sociale, B. Trépiéd analyse les relations coloniales en Nouvelle-Calédonie à partir d'une enquête sur la genèse et l'implantation d'une formation partisane, l'Union calédonienne (UC). Il défend l'idée selon laquelle l'UC a été fondée dans le cadre d'une « alliance opportuniste » entre colons et Kanak, au-delà du principe d'unité véhiculé par le slogan « Deux couleurs, un seul peuple ». En ce sens, il propose une analyse localisée et démystificatrice des phénomènes politiques à partir d'une enquête menée à Koné. Cette commune est située dans la Province Nord de la Grande Terre, à 280 kilomètres au nord de Nouméa. Elle regroupe neuf hameaux kanak qui se répartissent depuis les vallées montagneuses jusqu'à la Chaîne centrale, à l'écart du village où résident les colons. En 1956, la commune comptait près de 2 000 habitants, dont les deux tiers étaient kanak. Si l'idée d'une « alliance opportuniste » peut laisser penser que l'étude relève d'un schéma d'analyse matérialiste et objectiviste, B. Trépiéd avance au contraire prudemment des interprétations qui restituent l'expérience vécue des rapports coloniaux. De même, grâce à l'étude localisée des relations coloniales, les prises de position et les actions des habitants de Koné ne sont jamais mécaniquement rapportées à une position dans l'espace social et colonial de la Nouvelle-Calédonie. Sur ce deuxième point, l'ouvrage offre au contraire une description des différentes relations et rencontres des habitants de Koné et des militants de l'UC en tant qu'elles permettent de rendre compte des phénomènes politiques analysés. Il ne s'agit donc pas seulement de savoir qui sont les hommes de l'UC – avant 1995, il n'y a pas d'élus UC à Koné –, mais également de comprendre comment leurs ancrages sociaux (histoires familiales, lieux de vie et de travail) et leur cheminement à Koné, en Nouvelle-Calédonie et parfois en France métropolitaine, permettent d'expliquer leur mobilisation.

L'auteur a constitué et s'est appuyé sur une somme considérable de données : des entretiens biographiques, une prosopographie des conseillers municipaux construite sur la base d'une enquête par questionnaire et un important travail sur archives. La confrontation de ces diverses sources primaires génère des gains de connaissance dans le cadre d'un projet d'ethnographie du passé. Mais l'interprétation des faits étudiés s'est également fondée d'une part sur une connaissance remarquable de la littérature secondaire traitant de Koné et de la Nouvelle-Calédonie et, d'autre part, sur une ethnographie par immersion, l'auteur ayant résidé à Koné entre 2002 et 2004. La structure de l'ouvrage reflète les divisions entre le « monde » kanak et celui des colons, les deux premières parties étant consacrées à « l'entrée en politique » des Kanak et les deux dernières au rapport qu'entretiennent les habitants du village de Koné avec l'UC. La première partie propose une « histoire coloniale des politiques indigènes » : elle retrace les configurations socio-politiques coloniales qui structurent le monde kanak depuis le régime de l'indigénat jusqu'à l'entrée des Kanak à la mairie de Koné à partir de 1954. La seconde partie, qui déplace la focale sur les trajectoires historiques de trois familles

kanak, raconte une « histoire kanak du pouvoir », qui « [traverse] le fait colonial sans pour autant être définie exclusivement par lui » (p. 108). En écho aux deux premières parties, les deux suivantes rendent compte de la façon dont l'irruption de l'UC sur la scène politique transforme les positions sociales et politiques des « non-Kanak » à Koné. Dans la troisième partie, les comportements politiques des Européens et des Asiatiques sont analysés à partir de leur inscription dans des réseaux de clientèle et de leur participation aux mobilisations syndicales. Enfin, la dernière partie rend compte de l'engagement des militants de l'UC à partir de l'étude de leurs trajectoires, de leurs expériences coloniales passées et des relations qu'ils nouent avec les Kanak de la région.

Dans la première partie, B. Trépiéd appréhende les relations coloniales à partir de l'interrogation politique classique suivante : comment l'UC s'est-elle imposée au conseil municipal de Koné ? Poser cette question revient à étudier cette « alliance opportuniste » entre colons et Kanak et la contribution de ces derniers aux succès de l'UC. Pour y répondre, l'auteur analyse notamment les transformations juridiques touchant le statut des Kanak au moment de l'abolition du régime de l'indigénat entre 1946 et 1948, leur accession, progressive, à la citoyenneté française à partir de 1951 et l'entrée des premiers Mélanésiens au conseil municipal de Koné en 1954. Contrairement aux attentes que l'on pourrait avoir à propos de ces changements politico-juridiques importants, B. Trépiéd montre que la logique de gestion des populations issue de l'ancien ordre colonial perdure durant les années 1950. Autrement dit, les ressources et les positions de pouvoir associées à celles-ci n'ont pas été redistribuées entre colons et Kanaks, ni au sein des tribus à cette époque.

Globalement, la stratégie des membres européens de l'UC a été de conquérir cette nouvelle clientèle électorale kanak, en s'appuyant sur les formes d'encadrement en tribu issues de l'ordre colonial antérieur à 1946, tout en gagnant l'appui de colons dominés dans l'espace local. Les figures kanak de cet encadrement sont les chefs de district et de tribus (relais de l'administration coloniale) ainsi que les individus liés aux institutions religieuses issues de l'évangélisation menée par les Missions catholiques et protestantes. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour lutter contre l'implantation du Parti communiste calédonien à Koné, les missions ont en effet créé deux associations indigènes pour maintenir les nouveaux citoyens mélanésiens sous leur contrôle : l'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre (UICALO) du côté catholique et l'Association des indigènes calédoniens et loyaltiens français (AICLF) du côté protestant. Lors des premiers scrutins d'après-guerre, des Européens désireux d'accéder au pouvoir politique grâce aux soutiens kanak – les futurs membres du « mouvement d'Union calédonienne » créé officiellement en 1956 – se sont appuyés sur une stratégie de prise en compte de certaines revendications et de cooptation des figures indigènes (les chefs en particulier).

Cette analyse, résumée ici à grands traits mais toujours menée avec finesse dans l'ouvrage, est doublement intéressante. Du point de vue de l'analyse politique, B. Trépiéd avance d'abord dans la connaissance des logiques du recrutement politique dans les situations d'élargissement du corps électoral. En effet, au moment de la constitution des listes électorales, seuls des chefs de district ou de tribus seront approchés par les Européens de l'UC en raison de l'autorité morale qu'ils exercent sur les résidents kanak. En intégrant sur les listes ces personnalités « qui comptent » en tribu, les militants de l'UC gagnent les suffrages indigènes tout en légitimant, en pratique, les institutions coutumières – en effet, les chefs ne sont pas concurrencés par d'autres Kanak devenus visibles sur le plan électoral. Ensuite, B. Trépiéd appréhende les logiques du vote à partir de l'encadrement politique des sociabilités, en tribu ou au village où résident les colons. Du côté kanak, c'est par une « politisation des contraintes sociales

collectives » (p. 97) que les électeurs kanak sont amenés à soutenir l'UC. Bien que le contexte soit différent, cette analyse du vote comme reflet des ancrages sociaux renoue avec les études locales de la politisation communiste en France qui se sont développées dans les années 1980 et sont aujourd'hui renouvelées (cf. par exemple Bellanger (É.), Mischi (J.), dir., *Les territoires du communisme*, Paris, Armand Colin, 2013). Du point de vue de l'étude des relations coloniales cette fois, l'analyse de la mobilisation UC en pays kanak permet d'approcher les points de contact entre le monde des colons et des indigènes, ces derniers étant trop souvent étudiés de manière séparée, respectivement par les historiens et les anthropologues. À partir de l'analyse de ces rencontres et échanges, il est possible de dessiner les contours de la stratification sociale locale. Par exemple, du côté kanak, la sortie de « l'entre-soi » et la fréquentation du monde des colons génèrent des profits matériels et symboliques : si B. Trépied montre que la légitimité et les ressources du personnel administratif et religieux mélanésien dépendent des alliances familiales configurées en tribu depuis le XIX^e siècle, il demeure que ces individus assoient aussi leur position dans et par le contact avec les Européens, à travers la maîtrise du français ou par le biais de leur proximité aux autorités administratives, religieuses puis politiques. Le revers de l'accès à ces ressources, B. Trépied le montre bien, est une modération des revendications politiques indigènes dans les années 1950 ; en effet, celles-ci sont encadrées par les associations religieuses dirigées par les colons. Par exemple, l'auteur cite les propos d'Adrien Pourouda, né en 1920 et délégué à l'assemblée générale de l'UICALO en 1948, actif dans la lutte anticommuniste durant les années 1940, maçon à la Mission catholique de Tiaoué : « Une fois qu'on a formé l'UC [l'UICALO en fait], ils ont demandé ce qu'on voulait dans chaque tribu. Moi j'ai demandé pour l'eau, on était malheureux ici pour l'eau. [...] Il y avait le père Luneau, Mgr Bresson, tout un tas de curés. [...] Il fallait faire des comptes rendus de ce qui va pas chez nous » (cité p. 62). Bien que le contexte soit différent, des parallèles pourraient être faits avec les conséquences de la promotion politique de certains membres des classes populaires ou des minorités en Europe, à savoir une stratification interne au groupe et une modération des revendications.

Si, dans son analyse de la genèse et de la mobilisation de l'UC, B. Trépied démontre l'existence de positions et stratégies différenciées au sein du monde kanak, il n'unifie pas non plus le groupe des colons, dont il restitue les logiques sociales d'affiliation partisane dans la 4^e partie de l'ouvrage. À partir de l'étude des trajectoires des élus municipaux konéens et des militants européens à Koné, l'auteur aborde de front une question restée en suspens dans le premier mouvement d'analyse mettant l'accent sur la dimension stratégiste et opportuniste de l'alliance entre colons et Kanak au sein de l'UC : « En quoi la devise "deux couleurs, un seul peuple" correspondait ou non aux expériences sociales de ceux qui la portaient dans la commune » (p. 282) ? Trois niveaux d'analyse lui permettent ainsi de nuancer la thèse d'une « alliance opportuniste ».

L'analyse prosopographique des représentants municipaux entre 1947 et 1977, période qui couvre une élection municipale antérieure à l'émergence de l'UC en 1951 jusqu'au virage indépendantiste, lui permet de mettre en évidence le bouleversement social, autant que politique, que représente l'émergence de l'UC à l'échelle de Koné. Alors que la municipalité était durablement dominée par les « grandes familles », c'est-à-dire les descendants de colons libres européens et appartenant aux familles commerçantes, la montée en puissance de l'UC, portée par l'inscription sur les listes électorales municipales des Kanak dès 1951, transforme progressivement la composition raciale et sociale de l'exécutif municipal. L'UC porte en effet au pouvoir les « outsiders coloniaux » : des conseillers et adjoints municipaux asiatiques et kanaks, mais également

des descendants de bagnards issus de la commune voisine fondée par des concessionnaires pénaux. Les uns et les autres, plus ou moins éloignés de la respectabilité coloniale, font l'objet du mépris des Européens d'origine libre, une expérience sociale commune pouvant être au fondement d'une alliance politique contre les « grandes familles » de la commune.

Cette alliance politique entre « outsiders coloniaux », fruit d'une domination plus ou moins forte dans les rapports coloniaux, ne se joue toutefois pas en apesanteur des rapports racistes qui fondent l'ordre social konéen et calédonien. À partir de témoignages croisés, B. Trépied met en perspective les propos et pratiques des anciens élus et militants européens UC « de base » et non-UC pour dégager le nuancier, politiquement significatif, du « rapport au Kanak » des Européens de la commune. Les Blancs de l'UC font preuve d'un paternalisme « ambigu » en oscillant entre bienveillance et mépris. Cette attitude est ancrée dans une sociabilité militante et municipale partagée, mais non dégagée des tensions racistes qui structurent l'ordre social. Les Blancs non-UC, éloignés du monde kanak, témoignent quant à eux, en paroles et parfois en actes, d'un « violent ostracisme anti-Kanak ».

Si les sociabilités entre « militants de base » UC à Koné ne signifient pas « l'avènement d'un seul peuple », ce sont les responsables locaux et territoriaux de l'UC qui jouent un « rôle crucial de médiateurs entre les différents sous-groupes militants pour permettre la mise en œuvre de cette alliance interr raciale au moment des élections ou dans le cadre de la gestion municipale » (p. 330). L'analyse des trajectoires d'un maire et conseiller territorial, d'un premier adjoint au maire et du fondateur de l'UC, Maurice Lenormand, livre les clés pour une compréhension du leadership UC. Ce dernier repose sur la capacité à incarner le slogan multiracial de l'UC tout en masquant les tensions raciales au sein du mouvement ainsi que sur celle de mobiliser des réseaux clientélares au carrefour des divers groupes raciaux. L'analyse des logiques sociales d'affiliation des Blancs à l'UC à l'échelle de Koné autorise une démonstration empiriquement fondée et méthodologiquement réflexive ; elle stimule l'imagination sociologique dans deux domaines de recherche.

D'une part, sans que l'auteur s'y réfère dans l'ouvrage, cette analyse qui appréhende l'alliance entre Européens et Kanak dans l'UC en articulant logique « opportuniste » de conquête du pouvoir et logique sociale entre en résonance avec certains débats autour de la notion de « lutte pour la reconnaissance » qui connaît un regain d'intérêt chez les politistes et sociologues francophones et anglophones. Alors que certains proposent une lecture de l'œuvre honnethienne (Honneth (A.), *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000) qui oppose ontologiquement un modèle utilitariste des conflits sociaux à une grammaire morale (sur ce débat, cf. Voirol (O.), « Luites pour la reconnaissance », in Fillieule (O.), Mathieu (L.), Péchu (C.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009), l'analyse de B. Trépied ouvre la voie à une articulation de ces deux schèmes d'appréhension de la lutte politique. On l'a vu, les Européens qui rejoignent l'UC appartiennent aux fractions dominées blanches dans les hiérarchies coloniales et font l'objet d'un mépris naturalisé : en tant que descendants de bagnards, ils ont « des peaux méchantes » (p. 298), selon l'expression employée par une habitante née dans une famille bourgeoise originaire de Nouméa, installée à Koné en 1940. Tandis que ces expériences de mépris auraient pu être appréhendées *ex post* comme des motifs d'engagement et de ralliement à l'UC, B. Trépied met au jour leurs effets sociaux et politiques. Fraîchement installés à Koné, méprisés par la bourgeoisie blanche locale, les descendants de bagnards européens sont exclus des cercles de notables blancs et nouent ainsi « des relations privilégiées avec les autres habitants "d'origine non blanche et/ou non libre" de la commune, relations qui se

seraient cristallisées politiquement dans un militantisme commun au sein de l'UC » (p. 302). Autrement dit, l'expérience de mépris, commune aux « outsiders coloniaux » qu'ils soient fils de forçat, Kanak, ou asiatiques, n'a, dans l'analyse de B. Trépied, d'effet politique que par le biais des exclusions et insertions sociales des acteurs. Enfin, s'agissant de la conquête de l'estime sociale, celle-ci ne passe pas, dans le cadre konéen, par un retournement du stigmate ou par une demande de reconnaissance d'une identité particulière, mais par la conquête du pouvoir municipal qui, dès lors qu'elle permet aux « outsiders coloniaux » de renégocier à la fois l'allocation des ressources matérielles et les hiérarchies coloniales et raciales, invite à repenser la distinction entre lutte pour la préservation de soi (au sens d'une défense d'intérêts matériels) et lutte pour la reconnaissance (au sens d'une conquête de l'estime sociale).

D'autre part, l'analyse des sociabilités militantes et du travail d'encadrement de celles-ci par les dirigeants locaux de l'UC permet d'ouvrir des chantiers encore inexplorés sur le terrain de la « diversité » en politique. Premièrement, à travers une ethnographie du passé, B. Trépied montre que bien que les militants UC blancs et kanak partagent des lieux de rencontre et des pratiques militantes, leurs relations s'inscrivent dans un rapport de domination colonial et racial. En métropole, l'étude pionnière de Vincent Geisser portant sur les « élites maghrébines dans le système politique français » (*Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997) a établi, à partir de l'étude du multipositionnement des rares « élus maghrébins » dans les conseils municipaux en France à la fin du XX^e siècle, que ceux-ci fréquentent les mêmes cercles de sociabilité notabiliaire que les élus majoritaires. Pourtant, une ethnographie de ces sociabilités partisanes à l'échelle municipale reste à faire pour déterminer plus précisément la façon dont leur intégration dans ces lieux est affectée ou non par des rapports sociaux de domination liés à l'origine, à la couleur de peau ou à la religion. Deuxièmement, B. Trépied propose une perspective originale pour rendre compte des processus d'inclusion des Kanak en politique : sans se limiter à l'étude de ce seul groupe, il examine les logiques sociales et politiques qui conduisent des individus dominés dans les hiérarchies coloniales (les descendants de bagnards) à faire alliance avec les anciens indigènes. Or les travaux portant sur l'inclusion des « divers » en politique se sont pour l'heure attachés à étudier les stratégies électorales partisanes qui conduisent certains partis à coopter des élus minoritaires dans les circonscriptions où le taux de population d'origine immigrée est élevé. L'analyse des trajectoires, positions et actions des majoritaires dans les partis permettrait dès lors de dépasser l'idée d'une « alliance opportuniste », pour reprendre l'expression de B. Trépied, et de décrire également les logiques sociales qui conduisent à cette inclusion.

Au final, l'ouvrage de B. Trépied constitue une étude exemplaire des rapports sociaux et coloniaux en Nouvelle-Calédonie et des différentes positions qu'ils induisent. S'il prend le parti d'une analyse fine de la structuration et de la transformation de l'ordre social et colonial par le biais d'une étude des succès de l'Union calédonienne à Koné, ses résultats demeurent généraux, dépassent les particularités individuelles des interlocuteurs rencontrés et ne sont pas dilués dans une complexité, supposée indescriptible, des rapports de domination.